

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4344 - Lundi 27 Mars 2023 - Prix : 200 Fc

DISCOURS À LA NATION :

Le chef de l'Etat se dit ouvert au dialogue



COOPÉRATION SNU/COMORES :

**Une Union des Comores prospère,
qui ne laisse personne de côté**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

04 Ramadan 1444

Prières aux heures officielles

Du 26 au 31 Mars 2023

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 15mn

Fadjr : **04h 58mn**

Dhouhr : **12h 17mn**

Ansr : **15h 30mn**

Maghrib: **18h 18mn**

Incha: **19h 32mn**



JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE :

Ensemble mettons fin à la tuberculose

Le pays a célébré vendredi 24 mars, la journée internationale de la lutte contre la tuberculose. Cette année, l'accent est mis sur la nécessité de garantir un accès équitable à la prévention et aux soins.

Comme chaque 24 mars, le monde célèbre la journée mondiale de lutte contre la tuberculose pour faire mieux connaître au grand public les terribles conséquences sanitaires, sociales et économiques de cette maladie et pour que de plus grands efforts soient consentis afin d'éradiquer l'épidémie mondiale de tuberculose. « Oui! Nous pouvons mettre fin à la tuberculose », tel est le thème choisi pour célébrer cette journée. Ce dernier souligne la nécessité de garantir un accès équitable à la prévention et aux soins, conformément à la volonté d'instaurer la couverture sanitaire universelle et d'atteindre les objectifs de développement durable.

Aux Comores, le ministère de la santé en collaboration avec l'Oms ont tenu vendredi 24 mars dernier un point de presse à Moroni. Le représentant du représentant de l'Oms Dr Nassuri Ahamada a réité-

ré le discours de la directrice régionale de l'Oms Dre Moeti Matshidiso. Dans ses mots, il précisera que les défis sont importants en matière de prévention de la tuberculose et de lutte à savoir le retard dans le diagnostic et les tests. Selon lui, 40% des personnes vivant avec la tuberculose ne connaissent pas leur diagnostic ou ne l'avaient pas déclaré en 2021. Un million de personnes vivent avec la tuberculose dans la région et n'ont pas été détectées. En deuxième lieu, le lien entre la tuberculose et l'infection à VIH. Près de 20% des personnes chez qui la tuberculose vient d'être diagnostiquée sont également infectées par le VIH. Troisièmement, la tuberculose multirésistante. Seulement 26 % des personnes vivant avec une tuberculose multirésistante reçoivent le traitement approprié dans la Région africaine.

« Il est particulièrement important de repérer et de diagnostiquer les cas de tuberculose afin que les patients puissent être traités et que leurs contacts se voient proposer des médicaments préventifs... La tuberculose nécessite une action concertée de tous les secteurs : des communautés et des entreprises jusqu'aux gouvernements, en passant



par la société civile et autres. Nous devons travailler ensemble à l'élaboration d'approches novatrices pour atteindre les populations vulnérables et faire en sorte que ces populations puissent accéder à des soins et à une prise en charge de qualité de la tuberculose », confie-t-il tout en précisant qu'il est possible de mettre fin à la tuberculose en baissant le nombre de décès et de cas de tuberculose et en éliminant les charges économiques et sociales imputables à cette maladie.

De son côté, l'inspecteur gé-

ral de la santé Dr Ridhoine Mohamed précise que pour la notification des cas, le rapport 2022 parle d'un taux atteignant 60% dans notre pays et d'ailleurs par rapport à l'objectif mondial préconisé par l'Oms en matière de dépistage le taux doit être inférieur à 70%. « Le PNLT doit donc doubler d'effort pour que notre pays reste dans les normes internationales en matière de dépistage. Quant à la prise en charge de nos malades, le taux de guérison est de 92% sur un objectif mondial préconisé à plus de 85%. Si

nous pouvons nous réjouir d'une bonne prise en charge de nos tuberculeux, il nous faut redoubler d'efforts pour améliorer le taux de dépistage », déclare-t-il. Cependant, le pays n'est pas à l'abri d'une situation difficile de la coïnfection TB/VIH qui continue d'augmenter malgré les efforts des autorités et le risque des coïnfections est permanent tenant compte du caractère épidémiologique de ces deux infections.

Andjouza Abouheir

ENVIRONNEMENT

Un projet de gestion de déchets chimiques a été lancé à Mohéli

Le mercredi 22 mars, a été lancé à Fomboni un projet de « mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED (pays insulaires en développement) dans les Îles de l'océan Indien - Comores ». Un projet phare qui intervient surtout dans la gestion des déchets médicaux. Son objectif final est de protéger la santé humaine et l'environnement des effets nocifs des produits chimiques et des déchets dangereux.

Les autorités insulaires, les préfets, les maires, toutes les institutions impliquées dans

les déchets chimiques et non chimiques se trouvaient le mercredi 22 mars dernier en présence des responsables de l'Agence nationale pour la gestion des déchets, pour un atelier de lancement d'un projet régional de l'Océan l'indien. Le projet de « mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED dans les Îles de l'océan Indien - Comores. Géré par le PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'environnement) et financé par le FEM (Fonds pour l'environnement mondial) dans le cadre du programme GEF Island de l'océan indien en appliquant les priorités nationales de

chaque PIED, le projet aux Comores sera mise en œuvre par l'Agence nationale de gestion des déchets avec l'appui du PNUD.

L'objectif du projet, selon les responsables est, pour chaque PEID participant, d'empêcher l'accumulation future de matériaux et de produits chimiques entrant dans les PEID et contenant des POP (produits organiques persistants), du mercure et d'autres produits chimiques dangereux, de gérer et d'éliminer en toute sécurité les produits chimiques, produits et matériaux nocifs existants actuellement dans ces pays, et d'assurer la gestion sûre des produits qui continuent à y entrer en fermant les boucles de pro-

duits et de matériaux.

À l'échelle nationale, le projet vise non seulement à interdire et à limiter les importations des produits contenant des POPs et du mercure, mais aussi à renforcer les capacités techniques et institutionnelles pour la gestion des déchets chimiques et hospitaliers dangereux et ménagers. Plusieurs interventions ont été effectuées lors de cet atelier de lancement notamment celle du repré-

sentant résident adjoint du PNUD à distance. Il était question entre autre de sensibiliser et informer les parties prenantes sur les activités du projet ainsi que ses résultats, présenter et familiariser les acteurs clés sur la stratégie du projet, ses activités, le cadre de résultats et du plan de suivi-évaluation.

Riwad

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Yousseuf
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

DISCOURS À LA NATION :

Le chef de l'Etat se dit ouvert au dialogue

Dans son discours à la nation présenté à l'accession de l'avènement du mois de ramadan, le président de la République a particulièrement indexé ceux qui nourrissent l'inflation, rassurant sur la disponibilité des produits alimentaires pendant ce mois. Le chef de l'Etat a profité de l'occasion pour accepter la main tendue de l'opposition et se dit encore une fois ouvert au dialogue.

C'est à partir de la grande mosquée du Palais du peuple que le président de la République Azali Assoumani s'est adressé à la nation, ce vendredi 24 mars marquant le premier jour du mois de ramadan. Dans sa brève allocution qui tranche avec les tradi-

tionnels discours qu'il prononce d'habitude, le chef de l'Etat s'est montré particulièrement remonté contre les spéculateurs des prix pour l'alimentation. Pour le locataire de Beit-Salam, le ramadan, est un mois particulier pour tout musulman digne de ce nom. Un mois, rappelle-

t-il, de jeûne, de prières, invocations, de lecture coranique qui doit aller de pair avec la solidarité active, l'entraide et la compassion.

« C'est pourquoi nous devons chacun à son niveau et collaboration avec nos forces de gendarmerie, de police, contribuer à faire échec à toute les pratiques condamnables notamment la cupidité et l'indécence de certains qui durant ce mois spéculent sur les prix de denrées de première nécessité », a-t-il averti, rassurant sur la disponibilité des produits de consommation courante

pendant de ce mois de jeûne.

Le président Azali Assoumani a évoqué les lettres que l'opposition lui a adressées. Une main tendue par ses « frères du Front commun élargi ainsi que l'ancien gouverneur de Ngazidja Mogni Baraka Said Soilih » que le chef de l'Etat, président en exercice de l'UA saisira. « Ils ont voulu me faire part de leurs propositions pour renforcer le climat d'apaisement dans notre pays et préparer sereinement les présidentielles de 2024. Je voulais leur renouveler ici mes remerciements et réitérer

mon entière disponibilité à les recevoir pour examiner avec eux et les autres responsables politiques, économique et de la société civile de notre pays toutes les voies susceptibles de garantir des élections transparentes, démocratique dans notre pays l'année prochaine », a-t-il rétorqué. A noter l'ouverture le même jour par le mufti de la République, de la traditionnelle traduction du saint coran qui se déroule durant tout ce mois dans la même mosquée.

Maoulida Mbaé

COOPÉRATION SNU/COMORES :

Une Union des Comores prospère, qui ne laisse personne de côté

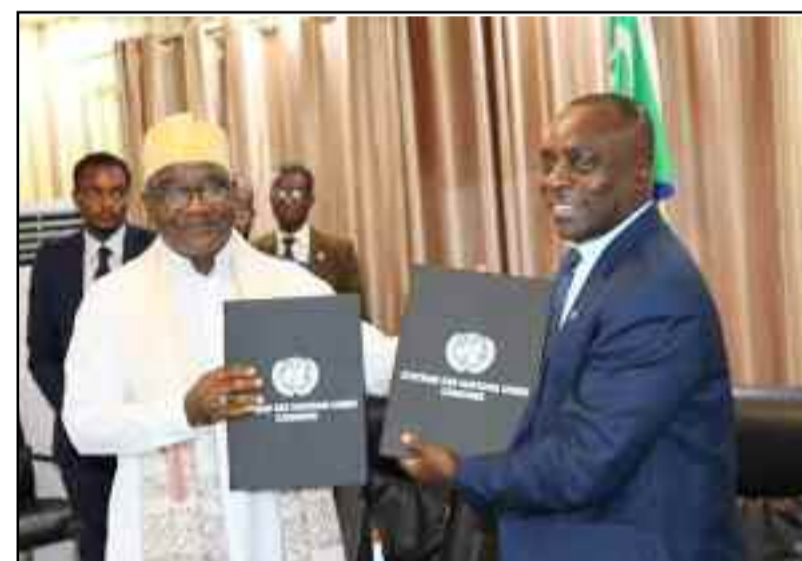
La réunion annuelle du comité de pilotage du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2022-2026), a eu le mercredi 22 mars dans les locaux du ministère des affaires étrangères. C'était l'occasion de faire le bilan des réalisations du cadre de coopération au terme de sa première année de mise en œuvre, démontrant ainsi la réalisation de plus de 90% des activités planifiées en 2022 malgré des défis à relever pour une meilleure mise œuvre.

planète, prospérité, peuple et paix, avec un accent particulier sur les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des femmes, la durabilité environnementale et la résilience. « Ces plans de travail sont un pas de plus dans la réalisation de notre vision inscrite dans le cadre de coopération 2022-2026 celle de contribuer à une Union des Comores prospère, pacifique, et qui ne laisse personne de côté », a souligné François Batingaya.

En effet, ces plans de travail sont également alignés aux priorités nationales de développement mise en exergue dans le PCE 2030 adopté par le gouvernement en vue de réaliser l'agenda 2063 de l'Union Africaine et les objectifs de développement durable (ODD). Pour cette deuxième année du cadre de coopération 2022-2026, l'équipe pays des Nations Unies apporte une importante contribution de 36 millions de dollars américains pour

la mise en œuvre de projets structurants et innovants tels que le soutien à l'accès à l'eau potable, avec le lancement d'un nouveau projet qui permettra 400 000 personnes d'accéder à l'eau potable d'ici 2027, la lutte contre la dégradation des écosystèmes ou encore la résilience urbaine, le soutien à l'emploi des jeunes à travers un programme pays pour le travail décent, l'e-commerce, la transition juste vers une économie bleue, l'amélioration de la base de productivité agricole ou encore l'appui à la mise en œuvre de la ZLECAF.

Le soutien à la réforme et au renforcement des capacités du système de santé dans le contexte post-covid et la poursuite de la lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes et en fin l'accompagnement du gouvernement dans la réforme du système éducatif et la mise en œuvre des engagements pris au sommet sur la transformation de l'éducation, y compris



l'accueil des enfants vivant avec handicap sont aussi concernés par ce programme.

Le comité a donné des orientations générales pour assurer une implémentation réussie du cadre de coopération, ainsi qu'un suivi pertinent et régulier des activités. Le ministre des affaires étrangères se

dit confiant en estimant que « ce nouvel élan positif et convivial contribuera à une meilleure réalisation de nos politiques de développement dont l'ambition se nourrit des valeurs universelles de paix, de stabilité et de gouvernance ».

Nassuf Ben Amad

CONSOMMATION

Le Rotary accueille le marché spécial ramadan

Dans le but de faciliter la vie des citoyens en ce mois sacré de ramadan en leur offrant des denrées agricoles à des prix abordables, le ministère de l'agriculture en collaboration avec la CRDE de Diboïni, le Rotary club avec l'appui du Pnud, ont mis en place un marché de produits agricoles à Moroni. Ce marché a duré quatre jours mais d'autres vont s'étendre dans les autres zones comme le site d'Al-watwan prochainement.

A l'occasion du mois sacré du ramadan, le ministère de l'agriculture en collaboration avec la Crde de Diboïni, le Rotary club avec l'appui du Pnud, ont ouvert du 23 au 26 mars dernier un marché agricole à la portée de la population. L'objectif est de valoriser les produits agricoles locaux en les vendant à des prix abordables.

Dans ce petit marché, l'on retrouve par exemple du manioc, des bananes, des patates douces, des tarots, du lait caillé, du miel, étalés sur les différents stands, tous à des prix abordables comparés à ceux appli-

qués dans les marchés ordinaires. Lors de l'ouverture du marché, le secrétaire général adjoint du ministère de l'agriculture Mohamed Djoubeir a expliqué que ces marchés vont s'entendre sur l'ensemble

du territoire, notamment au Rotary club pour les quatre premiers jours, à Mitsamiouli, un autre Al-watwan mais aussi dans les îles.

« Pour permettre à la population d'acheter des denrée alimentaire,

nous avons pensé à faciliter les citoyens pour avoir des denrées à des prix abordables. Ce marché qui séjournera pendant quatre jours au Rotary club est une occasion en or pour la population. Nous appelons à l'harmonie, nous prions les consommateurs d'être indulgents, de ne pas profiter de cette occasion pour acheter des condiments pour en revendre plus cher », souligne-t-il.

Comme l'année dernière, cette initiative est une manière d'accompagner la population, dans l'harmonisation des prix. Notons que l'objectif de cette foire agricole est pour les Crde d'être proche de la population. Ces centres ont pour mission de rehausser l'agriculture et d'apporter des soutiens aux agriculteurs.

Andjouza Abouheir



8^E CONCOURS D'ÉLOQUENCE DE L'Océan Indien :**Loubna Said Abass remporte le premier prix**

Deux jeunes lycéens comoriens ont brillé par leur excellence à l'île de La Réunion. Ils ont été tous deux gagnants du 8^e concours d'éloquence de l'Océan indien. Loubna Said Abass gagne le premier prix, elle représentera prochainement toutes les îles de l'Océan indien à Paris. Le deuxième prix est décerné à Issac Abdou de l'école privé Malezi.

Ils étaient au total 22 candidats de toutes les îles de l'Océan de la classe de la Première à participer au 8^e concours d'éloquence de l'Océan Indien à La Réunion. Ils sont venus de La Réunion, de Maurice et des Comores, et ils se sont brillamment illustrés dans l'art oratoire en défendant leurs idées sur le thème de la démocratie. Après concours, la comorienne du groupe scolaire Fundi Abdoulhamid s'est vu décerner le premier prix, elle ira prochainement à Paris pour représenter toutes les îles de l'Océan indien. Elle est suivie d'Issac Abdou élève de l'école privée Malezi.

De retour au pays, une cérémonie de reconnaissance a été organisée en leur honneur à l'Alliance Française de Moroni. D'emblée, la directrice de l'Alliance Française Anaïs Bonnet Bonamino s'est réjoui de cette belle victoire qui honore les



Comores. « Nous sommes là pour fêter cette belle victoire. Toutes les îles ont participé à ce concours. Nous félicitons nos candidats, c'est une bonne nouvelle », renchérit-elle.

Présent à cet événement, Loubna Said Abass s'est félicitée de cette aventure qui est riche en expérience. « Cette expérience m'a permis de découvrir d'autres horizons, d'aut-

res cultures et de partager de l'expérience avec des personnes qui ont des convictions totalement différentes. J'ai de très beaux souvenirs. Je profite de cette occasion pour remercier toutes les personnes qui m'ont accompagné tout au long de cette belle aventure, à savoir l'Alliance française qui m'a permis de faire les premiers pas sur scène,

l'équipe de La Réunion, les 22 participants, mon établissement, ma famille qui ont contribué à mon épanouissement », avance-t-elle. Rappelons que l'année dernière, la jeune Asma Mohamed Ahmed élève du Gsfa avait remporté le 2^e prix de la 7^e édition de ce concours.

Andjouza Abouheir

Numéros utiles**Police**

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

AVIS D'APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS DE CONSTRUCTION DEVANT ABRITER UN CENTRE CULTUREL

Avis d'Appel d'offres (AAO) UNION DES COMORES VILLE DE MITSOU DJE

COMITE DE PILOTAGE DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE CULTUREL DE MITSOU DJE AAO N°001/COPIL/CCM /CC/03-23

TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS E CONSTRUCTION DEVANT ABRITER

UN CENTRE CULTUREL, EN QUATRE (4) LOTS :

- Lot 1 : TRAVAUX AU SOUS SOL
- Lot 2 : TRAVAUX AU REZ-DE-CHAUSSEE
- Lot 3 : TRAVAUX A L'ETAGE
- Lot 4 : TRAVAUX DE TOITURE

1. Le Comité de Pilotage (COPIL) du projet de construction du centre culturel de Mitsoudjé a reçu une subvention provenant de la ville de Mitsoudjé pour financer le coût des travaux au titre du Contrat AOO N°001/COPIL/CCM/CC/03-23

« TRAVAUX DE FINITION D'UN BÂTIMENT EN COURS E CONSTRUCTION DEVANT ABRITER UN CENTRE CULTUREL, EN QUATRE (4) LOTS ».

2. La cellule de coordination du projet sollicite maintenant des offres fermées de la part des soumissionnaires répondant aux qualifications requises.

Les lots comprennent :

- Lot 1 : Les travaux de finition du sous-sol (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, escaliers, carrelage, menuiserie métallique et en aluminium, peinture, électricité et climatisation ...)
- Lot 2 : Les travaux de finition du Rez-de-chaussée (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, travaux de maçonnerie, fosse septique, escaliers, carrelage, menuiserie en bois et en aluminium, peinture, électricité, plomberie, climatisation ...)

- Lot 3 : Les travaux de finition du premier étage (nettoyage, dallage et poteaux en bétons, travaux de maçonnerie, escaliers, carrelage, menuiserie en bois et en aluminium, peinture, électricité, plomberie-assainissement, climatisation ...)

- Lot 4 : Les travaux de toiture

Les lots 2 et 4 sont à tranches fermes et les lots 1 et 3 à tranches optionnelles.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres (AO) telle que définit dans les Politiques nationales pour la passation de marchés portant sur des travaux et ouvert à tous les soumissionnaires tels que définis dans le Dossier d'appel d'offres.

4. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la cellule de coordination et prendre connaissance du **Dossier d'appel d'offres**

5. Les exigences en matière de qualifications comprennent des conditions d'ordre technique, financier, légal et autres qui sont présentées dans le Document d'Appel d'Offres.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent récupérer gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à cette adresse électronique : ccmitsudje@gmail.com

7. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous **au plus tard le samedi 15 avril 2023 à 14h00**

PM. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes physiquement devant les représentants des soumissionnaires qui auront décidé d'être présents en personne **le mardi 18 avril à 16H PM.**

8. Toutes les offres doivent être accompagnées d'une Déclaration de validité de l'offre conforme à la Déclaration type figurant dans le Document d'Appel d'Offres. La durée fixée pour la validité de l'offre est de 150 jours. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Cellule de coordination du projet de construction du centre culturel de Mitsoudjé, Bâtiment de l'Ecole Primaire Publique de Mitsoudjé, Premier étage (CLEF), Mitsoudjé-Hambou.

Pour tout renseignement administratif et technique, veuillez prendre contact respectivement avec le secrétariat administratif (tel : 339 84 97) et le BERCC (tel : 322 32 68 – Email : berc2304@gmail.com).

Une réunion de préparation suivie d'une visite du site sera organisée le samedi 25 mars à 10h à l'adresse citée ci-dessus pour tous les intéressés.

Al-habib Said Tohir
Coordinateur

ÉLIMINATOIRES CAN 2023

Cœlacanthes, chronique d'une défaite inévitable

C'est en tout cas la lecture que font bon nombre d'observateurs. La défaite à Bouaké était peut-être inévitable, vu les deux forces en présence mais elle a été facilitée par les conditions chaotiques de préparation des joueurs dans la capitale nord ivoirienne.

Encore une fois, Bouaké a justifié son prénom d'une cité rebelle et imprenable. Cette fois, ce sont les hommes de Younes Zerdouk qui l'ont appris à leur dépend défaits (3-1) par des Éléphants de Côte d'Ivoire sans

pitié et tout en maîtrise. Pris à la gorge dès l'entame du match par une pression ivoirienne, les Cœlacanthes ont été complètement noyautés par une équipe ivoirienne forte sur ses bases.

Privés de ballon au milieu de terrain, les verts ont eu toutes les peines du monde ne serait-ce à poser leur jeu, on ne parle pas de se projeter en avant. Le système 4-3-3 mis en place n'a pas du tout fonctionné, le milieu de terrain sevré de ballon avait du mal à trouver dans la profondeur la ligne d'attaque. Malgré ce déséquilibre au niveau

des blocs, les verts n'ont pas été non plus ridicules surtout en défense, où il n'a fallu que la demi-heure de jeu (29e minute) pour voir les coéquipiers de Franck Kessié ouvrir la marque grâce à Christian Kouame, l'attaquant de la Fiorantina en première division Italienne.

C'est le score acquis à la fin des 45 premières minutes. De retour des vestiaires, les oranges ont accentué la pression et fini par être récompensés d'un deuxième but à l'heure de jeu (61e), grâce à Sébastien Haller, l'attaquant BVB Dortmund qui faisait son retour en

sélection après un cancer au testicule qui l'avait éloigné des pelouses une année durant. S'en est suivi le but de Jonathan Krasso, avant qu'Ibroihim Youssouf Djudja entré en cours de match ne sauve l'honneur des siens dans le temps (90+3) additionnel.

Avec un seul tir cadré et 37% de possession de balle, les chances d'une victoire des verts étaient presque quasi-nulles. Cela étant, la méforme des verts peut aussi être attribuée aux conditions de préparation que les Cœlacanthes ont du subir à Bouaké. Descendus dans un hôtel de pacotille, Youssouf M'changama et ses coéquipiers n'avaient pas vraiment la tête au match. Et il n'y a pas mille façons pour désigner les coupables. C'est l'Etat à travers le ministère de la jeunesse et sports qui avait la responsabilité de prendre en charge le déplacement, l'hébergement bref l'organisation des verts en terre

ivoirienne. N'ayant pas du tout l'expertise de ces genres d'événements, il était évident qu'à un moment où un autre ça allait se corser.

Les gens du ministère doivent savoir que ce n'est pas parce qu'ils ont la tutelle du sport comorien, qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent. Depuis toujours et surtout avec le président Azali, c'est l'Etat qui paie mais c'est la Fédération qui organise les déplacements des Cœlacanthes. On espère néanmoins que cette situation servira de leçon à tous les acteurs pour éviter à l'avenir qu'une telle situation ne se reproduise. Reste à remobiliser les joueurs et les nombreux soutiens des Cœlacanthes pour le match retour pour faire comprendre aux ivoiriens que si Bouaké est imprenable, il est tout autant de l'autre des Cœlacanthes, le stade Omnisports de Maluzini.

AS Badraoui



La Commission de l'océan Indien (COI) dans le cadre de son programme "Renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans la région de l'océan Indien (RDRM-OI)" sous le financement de l'Union européenne lance cet appel à manifestation d'intérêt qui vise à recruter :

Un (01) consultant individuel en communication à temps partiel

Les termes de références de cet appel à manifestation d'intérêt ainsi que les conditions associées à ce recrutement peuvent être obtenus en les téléchargeant à travers le site web de la COI

www.commissionoceanindien.org – rubrique « Opportunités »

La date limite de dépôt de manifestations d'intérêt est fixée au **Mercredi 29 mars 2023 à 16h30 (heures de Maurice)**

La Gazette des Comores Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

HZK
Agence Comores de Presse

La Gazette
des Comores

Quotidien Indépendant d'Information Générale

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination de Projet (UCP), un consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 09 mars 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 29 mars 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

- (a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3) ;
- (b) Disposer d'une excellente connaissance en passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;
- (c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé. L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;
- (d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés ;
- (e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;
- (f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- (g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,
- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;
- Etre honnête et intègre ;
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc.).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives

PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :
 - Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures
 - Un curriculum-vitae actualisé ;
 - Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.
 2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;
- Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.
- Les dossiers de candidature seront déposés au secrétariat général du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures, sis à Mdé, Ex CEFADER

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.